



REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté - Egalité – Fraternité

Département de l'Hérault

Commune de BAILLARGUES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

N° DLM2018-23 - Séance du 10 avril 2018

ACTES

8. Domaines de compétences par thèmes

8.8 Environnement

Nombre des membres			Vote	
Membres en exercice	Présents	Qui a pris part aux votes	Pour	
28	22	24	Contre	
			A l'unanimité	X

L'an 2018, le 10 avril à 19 heures, le conseil municipal de la commune de BAILLARGUES s'est réuni à la salle Jean Jaurès, sous la présidence de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Mairet, en session ordinaire. Les convocations individuelles et l'ordre du jour ont été transmis par écrit aux membres du conseil municipal le 03 avril 2018. La convocation et l'ordre du jour ont été affichés à la porte de la mairie le 03 avril 2018

Etaient présents : Jean-Luc MEISSONNIER – Alain SOULIER – Béatrice BASSO – Sandrine GAUTIER – Christophe KASZUBA – Séverine MONIN – Carole CONTENSEAU – David RIBEIRO – Elisabeth MAZOLLIER – Régine SUAY – Marie-Thérèse AMALVY – François RODENAS – Patricia VANGREVELYNGHE – Philippe MARTY – Aline DESTAILLATS – Mickaël MARTINEZ – Mélissa JODAR – Jean-Luc DE LA CLERGERIE – Ludovic DUCAMP – Damien CORDEAU – Sylvain FOUREL – Yves MICHEL

Pouvoirs de : Olivier DURIX (pouvoir à Alain SOULIER) – Anna RAMORA (pouvoir à Sylvain FOUREL)

Absents: Thierry PERRIER – Stéphane VIDAL – Morgan SIMAR – Fabien PEETERS

Secrétaire de séance : Ludovic DUCAMP.

N° DLM2018-23 – AVIS DE LA COMMUNE RELATIF AU PROJET DE CREATION D'UNE DECHETERIE SITUEE A SAINT-AUNES

Monsieur David RIBEIRO, Adjoint au Maire délégué à l'urbanisme et travaux rappelle le Code de l'environnement et notamment les articles R 512-46-1 et suivants du titre 1^{er}, du livre V, relatif à la prévention des pollutions, des risques et des nuisances,

Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment la rubrique 2710-2b (collecte des déchets apportés par le producteur initial de ces déchets ; collecte de déchets non dangereux ; le volume de déchets susceptibles d'être présents étant supérieur ou égal à 300 m³ et inférieur à 600 m³),

Vu la demande déposée le 12 juin 2017 puis complétée les 11 octobre 2017 et 19 janvier 2018 par le Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or, dont le siège social est situé boulevard de la Démocratie, 34131 MAUGUIO cedex, en vue d'obtenir l'enregistrement relatif à la création d'une déchèterie située à SAINT-AUNÈS, parcelle cadastrée AN 38,

Considérant l'avis de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Occitanie, du 31 janvier 2018, déclarant que le dossier d'enregistrement est complet et recevable,

Considérant l'arrêté préfectoral n° 2018-I-148 en date du 12 février 2018, portant ouverture d'une consultation du public, du 12 mars au 06 avril 2018 inclus, sur la demande d'enregistrement présentée au titre des installations classées pour la protection de l'environnement, déposée par la Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or pour la création d'une déchèterie située à SAINT-AUNÈS,

Vu l'article 3 de cet arrêté qui prévoit que les Conseils Municipaux, concernés par les risques et inconvénients dont l'établissement peut être la source et dont une partie du territoire est comprise dans un rayon d'un kilomètre autour de l'installation, sont appelés à formuler un avis sur la requête au plus tard dans les quinze jours suivant la fin de la consultation du public,

Il est proposé au Conseil Municipal d'émettre un avis favorable au projet de création d'une déchèterie à SAINT-AUNÈS.

Le Conseil Municipal, ouï l'exposé de Monsieur David RIBEIRO et après en avoir délibéré à l'unanimité, **EMET** un avis favorable au projet de création d'une déchèterie à SAINT-AUNÈS.

Pour extrait conforme,

Le 10 avril 2018,

Le Maire,
Jean-Luc MEISSONNIER



Acte rendu exécutoire compte tenu :

- de sa réception en Préfecture
- de l'Hérault le
- de sa publication le

La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER.